

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08011 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES, le 03/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 02/02/2023
Contexte et constats

Publié sur 

ARDOISIÈRES DE RIMOgne ET DE ST-LOUIS/ME
Lieu-dit- La Fosse aux Bois
08150 Harcy

Références : E1-OIL/JoL-N° 23/112
Code AIOT : 0005702551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement ARDOISIÈRES DE RIMOgne ET DE ST-LOUIS/ME implanté BLANC MARAIS 08150 Harcy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une réclamation environnementale de la mairie de Rimogne (08150), dûe à la présence de précipité blanc dans la rivière la Rimogneuse, l'inspection de l'environnement a procédé à un contrôle inopiné de la carrière des Ardoisières de Rimogne.

Le précipité blanc a été constaté en journée du 01/02/2023, la visite d'inspection s'est déroulée le 02/02/2023 en matinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDOISIÈRES DE RIMOgne ET DE ST-LOUIS/ME
- BLANC MARAIS 08150 Harcy
- Code AIOT : 0005702551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ardoisières de Rimogne et de Saint-Louis-sur-Meuse exploite une carrière de schistes ardoisiers à Harcy (08150). Les installations de cette carrière sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2009/4847 du 3 décembre 2009. Les matériaux extraits de la carrière alimentent directement par camions l'usine de broyage/concassage, située à environ 1 km du gisement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux rejetées vers le milieu naturel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/12/2009, article 20.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Toutes les exigences réglementaires portant sur le rejet des eaux d'exhaure et pluviales, du site vers le milieu naturel, sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2009, article 20.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales) : Avant rejet dans le milieu naturel (ruisseau de la Richolle), les eaux sont dirigées vers un dispositif de filtration. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;- la température est inférieure à 30 °C ;- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. L'exploitant procède à une mesure annuelle du débit et des concentrations sur les paramètres ci-dessus, ainsi que sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">-cuivre : 0,5 mg/l,-cadmium : 0,05 mg/l,-arsenic : 0,1 mg/l,-plomb : 0,5 mg/l,-zinc : 2 mg/l. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Afin de suivre l'évolution de la qualité des eaux de la Richolle, une mesure sera réalisée tous les 3 ans, en amont et aval du rejet sur les paramètres cités précédemment.
Constats : L'inspection de l'environnement s'est rendue au point de rejet vers le milieu naturel, le ruisseau de « La Richolle » à environ 230 m du site. Le ruisseau La Richolle est un affluent du ruisseau La Rimogneuse. Aucun précipité n'apparaît au sortir du site. L'exploitant a présenté à l'inspection de l'environnement un rapport avec tous les éléments de suivi des rejets accompagné des analyses ainsi que des résultats commentés et interprétés (rapport SOCOTEC du 03/01/22, affaire n° : 2020-1151 version : 1). De plus, en date du 08/11/2022 la DREAL a fait procéder à un un contrôle inopiné des eaux rejetées par l'établissement (rapport n°CARP220308-22-782R-R0 du bureau d'étude irh Antéa Group). Ce rapport met en évidence une conformité des rejets aqueux de la carrière des Ardoisieres De Rimogne. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions de l'article 20.3. susvisé. Toutes les exigences réglementaires sont respectées.
Observations : Avant rejet dans le milieu naturel, les eaux d'exhaure et les eaux pluviales sont dirigées vers un système de traitement au lait de chaux. Avant traitement, les eaux sont pompées en fond de fouille puis stockées dans un bassin de décantation. Une canalisation verticale permet ensuite aux eaux traitées de s'écouler pour rejoindre le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet